



N°01
13 JUILLET 2026

AGROMAKERS

—MAGAZINE



Dossier

El Niño revient

L'agriculture africaine est-elle prête ?

SOMMAIRE

03

L'actualité agricole

Les informations qui ont marqué l'agriculture africaine cette semaine

14

Dossier El Niño revient : L'agriculture africaine est-elle prête ?

Risques, impacts attendus et niveau de préparation des agricultures africaines

21

AgroMakers radar

Les événements et opportunités à ne pas manquer dans les prochains jours

Edito

BIENVENUE DANS LE NOUVEAU AGROMAKERS MAGAZINE

*Un nouveau rendez-vous
hebdomadaire pour décrypter les
mutations du secteur et mieux
comprendre les dynamiques qui
façonnent l'agriculture africaine.*



AgroMakers ouvre une nouvelle étape avec ce premier numéro de son **magazine hebdomadaire**.

Notre ambition reste inchangée. Informer, décrypter et mettre en lumière celles et ceux qui transforment l'agriculture africaine. Désormais, nous choisissons de prendre davantage de recul sur l'actualité, d'en dégager les tendances majeures et d'explorer, chaque semaine, un enjeu de fond.

Pour ce lancement, nous consacrons notre dossier au retour d'El Niño et à ses conséquences possibles sur les agricultures africaines. Au-delà de l'alerte climatique, ce sujet interroge notre capacité collective à anticiper, protéger les producteurs et renforcer la résilience des filières.

Ce magazine se veut utile, accessible et tourné vers l'action. Nous espérons qu'il deviendra, numéro après numéro, un rendez-vous de référence pour mieux comprendre les transformations agricoles du continent.

Bienvenue dans AgroMakers Magazine.

Esther L. SORO-MIAN

L'ACTUALITE AGRICOLE

- 
- Politiques publiques et coopération
 - Entrepreneuriat et investissement
 - Marchés et filières
 - Innovation, climat et durabilité

Kenya-Ouganda : le sucre relance les crispations commerciales en Afrique de l'Est

Le commerce du sucre ravive les tensions entre le Kenya et l'Ouganda, deux partenaires clés de la Communauté d'Afrique de l'Est. Depuis le 1er juillet 2026, Nairobi applique un nouveau droit d'accise sur le sucre importé, porté à 40 000 shillings kényans par tonne, contre 7 500 shillings auparavant..

Officiellement, la mesure vise à protéger une industrie sucrière locale encore fragile, malgré les réformes engagées ces dernières années.

Pour les industriels ougandais, cette hausse change toutefois radicalement les conditions d'accès au marché kényan. L'Uganda Sugar Manufacturers Association a saisi les autorités de Kampala, estimant que la mesure risque de réduire la compétitivité du sucre ougandais, de fragiliser les exportations et de compromettre les engagements pris dans le cadre de l'intégration régionale. Le Kenya constitue en effet l'un des principaux débouchés de la filière sucrière ougandaise, avec des volumes estimés à environ 100 000 tonnes par an.

La décision intervient à un moment sensible. En janvier 2026, le Kenya avait officiellement mis fin à plus de deux décennies de régime de sauvegarde sur les importations de sucre en provenance du COMESA, ouvrant théoriquement la voie à un accès plus libre au marché.



Cette évolution devait marquer une nouvelle étape vers la compétitivité, la baisse des prix et l'intégration commerciale. L'introduction d'un droit d'accise fortement relevé est donc perçue, côté ougandais, comme une forme de barrière non tarifaire.

Nairobi défend de son côté la nécessité de protéger une filière stratégique. Le sucre emploie directement ou indirectement plusieurs millions de personnes au Kenya, notamment dans les bassins de production de l'ouest du pays.



Les autorités misent sur la relance de la production locale, l'extension des superficies cultivées, une meilleure disponibilité de la canne et la modernisation des sucreries. Selon les projections du département américain de l'Agriculture, la production kényane pourrait passer d'environ 605 000 tonnes en 2025/2026 à 850 000 tonnes en 2026/2027, tandis que les importations reculeraient de 510 000 à 370 000 tonnes.

Mais la controverse dépasse désormais la seule filière sucrière. Elle pose la question de l'équilibre entre protection industrielle nationale et libre circulation des marchandises au sein de l'EAC. Les deux pays ont déjà connu plusieurs différends commerciaux sur le sucre, mais aussi sur le lait, le maïs ou les œufs. Kampala privilégie pour l'instant la voie diplomatique. Reste à savoir si les mécanismes régionaux permettront d'éviter une nouvelle escalade dans un secteur où les enjeux économiques, sociaux et politiques demeurent particulièrement élevés.

Caoutchouc : l'Afrique de l'Ouest veut garder plus de valeur dans la filière

En Afrique de l'Ouest, la filière caoutchouc entre dans une nouvelle phase. Après des années d'exportation de matière première brute, plusieurs pays producteurs cherchent désormais à retenir une plus grande part de la valeur sur leur territoire. Le mouvement s'accélère avec les décisions récentes du Liberia et du Ghana d'interdire l'exportation de caoutchouc naturel non transformé.

Au Liberia, la mesure est entrée en vigueur le 1er juillet 2026. Elle interdit, pour une durée indéterminée, l'exportation de caoutchouc brut sous différentes formes, notamment le latex naturel, le coagulum, les fonds de tasse et les résidus de caoutchouc. L'objectif affiché par les autorités est d'orienter davantage de volumes vers les unités locales, créer des emplois industriels, accroître les recettes fiscales et renforcer les revenus en devises.

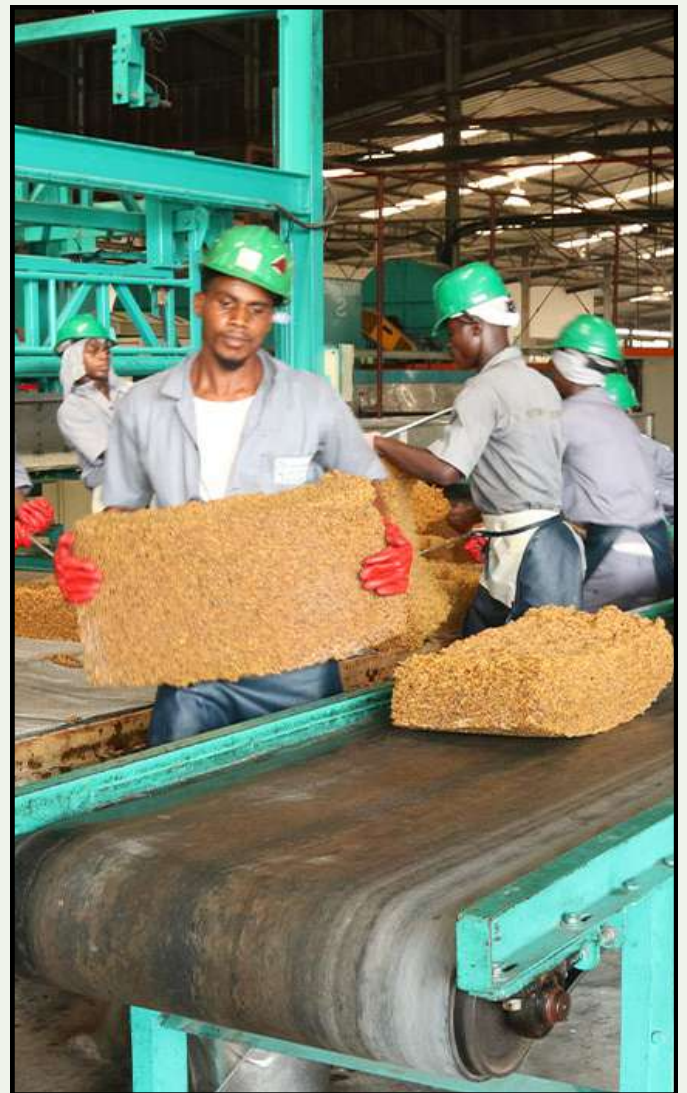


Quelques semaines plus tôt, le Ghana avait pris une décision similaire en imposant une interdiction de dix ans sur les exportations de caoutchouc brut. Là encore, l'enjeu est de sécuriser l'approvisionnement des transformateurs locaux et de soutenir la montée en puissance d'une industrie nationale. Pour les autorités comme pour les industriels, il ne s'agit plus seulement de produire, mais de transformer, normaliser, exporter des produits à plus forte valeur ajoutée et mieux intégrer la filière dans la stratégie d'industrialisation.

La Côte d'Ivoire, premier producteur africain de caoutchouc naturel, s'inscrit déjà dans cette logique depuis plusieurs années. Le pays a renforcé les restrictions sur les exportations de matière brute afin de favoriser l'approvisionnement des usines locales. Cette orientation a permis d'accroître la part du caoutchouc techniquement spécifié, issu d'une première transformation industrielle, dans les exportations ivoiriennes.

Ce virage protectionniste traduit une évolution plus large des politiques agricoles et industrielles africaines. Les États ne veulent plus seulement être des fournisseurs de matières premières. Ils cherchent à capter davantage de valeur, à créer des emplois locaux, à attirer des investissements industriels et à limiter leur dépendance aux chaînes mondiales de négoce.

Cette stratégie comporte cependant aussi des défis. Les interdictions d'exportation ne suffisent pas si les capacités de transformation restent limitées, si les producteurs sont mal rémunérés ou si les usines ne disposent pas d'un environnement compétitif. Pour réussir, les pays devront investir massivement dans les infrastructures, la qualité, la logistique, le financement des producteurs et la transparence des prix.



Agriculture numérique : le Tchad s'inspire du Niger pour moderniser ses services aux producteurs



Le Tchad veut accélérer la transformation numérique de son agriculture en s'appuyant sur l'expérience de ses voisins. Depuis le 30 juin 2026, une délégation de l'Agence nationale d'appui au développement rural, conduite par son directeur général Hissein Youssouf Galmaye, séjourne à Niamey pour étudier plusieurs dispositifs mis en place par le Niger dans l'accompagnement des producteurs. Cette mission est organisée avec l'appui du Programme de résilience du système alimentaire au Tchad, financé par la Banque mondiale.

Les échanges portent principalement sur deux outils : le centre d'appel agricole du Réseau national des chambres d'agriculture du Niger et le système de bons électroniques utilisé pour la distribution des intrants. Pour les autorités tchadiennes, l'objectif est de comprendre comment ces dispositifs peuvent améliorer l'accès des producteurs au conseil agricole, faciliter la distribution des semences et engrais, renforcer le suivi des exploitations et rendre les subventions plus transparentes.

Cette démarche intervient dans un contexte où le Tchad cherche à renforcer la productivité et la résilience de son agriculture, secteur essentiel pour les revenus ruraux et la sécurité alimentaire. Le pays dispose déjà d'une première expérience dans le domaine, à travers un centre d'appel mis en place dans le cadre du Projet de renforcement de la résilience climatique et de la productivité agricole. Selon la Banque mondiale, ce dispositif a traité plus de 118 000 appels provenant de plus de 30 000 producteurs dans les provinces du Mandoul, du Moyen-Chari et du Salamat.



L'intérêt du modèle nigérien réside dans sa capacité à rapprocher les services agricoles des producteurs, tout en réduisant les pertes d'information entre l'administration, les structures d'appui et les exploitants. Les bons électroniques, par exemple, peuvent permettre de mieux cibler les bénéficiaires, de limiter les détournements et de suivre plus précisément l'utilisation des intrants.

Mais la réussite d'une telle stratégie dépendra de plusieurs conditions : couverture réseau suffisante, formation des agents, disponibilité de contenus techniques adaptés, maîtrise des langues locales et capacité à intégrer les petits producteurs peu familiers des outils numériques. Sans accompagnement de terrain, la digitalisation risque de rester un outil administratif plutôt qu'un véritable levier de transformation agricole.

Après le Niger, la délégation tchadienne doit poursuivre sa mission au Bénin afin d'examiner d'autres expériences de numérisation des services agricoles. Pour le Tchad, l'enjeu est désormais d'adapter ces bonnes pratiques régionales à ses propres réalités, afin de faire du numérique un outil concret au service de la productivité, de la transparence et de la sécurité alimentaire.

Gabon : avec 3 millions de poussins commandés, l'autosuffisance avicole entre dans sa phase décisive



Le Gabon franchit une nouvelle étape dans sa stratégie de réduction des importations de poulet de chair. À compter du 17 juillet 2026, le pays doit engager une commande de 3 millions de poussins d'un jour destinés à alimenter 150 exploitations avicoles privées sélectionnées dans le cadre du Plan opérationnel d'urgence de la filière avicole.

Une première livraison de 262 400 poussins est annoncée pour septembre, avant des arrivages échelonnés jusqu'en décembre. Ce calendrier doit permettre aux producteurs retenus de monter progressivement en capacité avant l'entrée en vigueur de l'interdiction des importations de poulet de chair, prévue le 1er janvier 2027.

Pour Libreville, cette commande constitue un signal fort. Le pays cherche à transformer une filière encore fragile en véritable levier de souveraineté alimentaire. Le chantier est d'autant plus stratégique que le Gabon reste très dépendant de l'extérieur pour sa consommation de volaille. Entre 2020 et 2024, les importations de viande de poulet se sont établies en moyenne à plus de 74 000 tonnes par an, tandis que la production locale tournait autour de 4 150 tonnes.



La réussite du pari ne dépendra cependant pas seulement du nombre de poussins livrés. Elle reposera sur la capacité à structurer toute la chaîne de valeur, depuis l'alimentation animale jusqu'à l'abattage, en passant par l'encadrement vétérinaire, l'accès à l'eau, l'énergie, la logistique et la distribution. Le gouvernement travaille déjà sur plusieurs sites de production, notamment à Ayémé et dans le Woleu-Ntem, avec l'appui d'acteurs publics et privés.

L'alimentation animale reste l'un des points les plus sensibles. Sans maïs, soja et unités de fabrication disponibles à des coûts compétitifs, les éleveurs risquent de rester exposés à une dépendance indirecte aux importations. La compétitivité du poulet local se jouera donc autant dans les fermes que dans les champs et les usines d'aliments.

Cette offensive s'inscrit aussi dans une dynamique d'investissement plus large. En mai 2026, les autorités gabonaises avaient annoncé plus de 775 milliards FCFA de conventions d'investissement dans l'aviculture, avec l'ambition de développer des fermes intégrées, des infrastructures agro-industrielles et des unités de production d'aliments pour bétail.

À moins de six mois de l'échéance, la commande de 3 millions de poussins marque une accélération concrète. Reste désormais à transformer cette impulsion en production régulière, accessible et durable pour les consommateurs gabonais.

Au Sénégal, les importations de riz suspendues pour écouler les stocks locaux

Le Sénégal a décidé de suspendre pendant un mois la délivrance des Déclarations d'importation de produits alimentaires pour le riz. Adoptée le 8 juillet 2026, la mesure doit ralentir temporairement l'arrivée de riz importé et accélérer la commercialisation des stocks produits dans le pays.

Selon les estimations de la Société d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal, 37 000 tonnes de riz blanc sont actuellement disponibles. Ces volumes doivent être répartis entre les importateurs, tandis que les rizeries prévoient de transformer 64 000 tonnes supplémentaires au cours de la prochaine campagne. Les premiers enlèvements sont annoncés dès la semaine suivant l'adoption du dispositif.



La suspension s'accompagne d'un changement plus durable dans la régulation du marché. L'accès à de nouveaux quotas d'importation sera désormais conditionné à l'achat préalable de riz local. Les opérateurs devront ainsi démontrer leur contribution à l'écoulement de la production nationale avant d'obtenir de nouvelles autorisations. Le prix d'achat par les importateurs a été fixé à 280 FCFA le kilogramme. Les rizeries bénéficieront parallèlement d'une subvention de 50 FCFA par kilogramme afin d'atténuer leurs coûts de transformation.

Cette intervention répond à une crise de commercialisation devenue préoccupante. Près de 448 000 tonnes de riz blanc issues de plusieurs campagnes resteraient largement invendues, pour une valeur estimée à 156,9 milliards FCFA. Des volumes sont également immobilisés dans les unités de transformation et auprès des organisations de producteurs. Cette accumulation prive les acteurs de trésorerie et fragilise déjà le financement des prochaines campagnes.

La situation contraste avec le poids toujours considérable des achats extérieurs. En 2025, le Sénégal a importé environ 1,39 million de tonnes de riz pour près de 522 milliards FCFA, contre une facture de 315 milliards FCFA en 2024. Une première suspension temporaire avait déjà été instaurée en novembre 2025, avant d'être levée en janvier 2026 lorsque les autorités estimaient les stocks nationaux suffisants.

Le nouveau dispositif sera suivi chaque semaine par un comité dédié. Au terme du mois de suspension, son efficacité ne dépendra pas seulement du volume de riz retiré des entrepôts. Elle se vérifiera aussi dans les paiements effectivement versés aux producteurs et dans la capacité des rizeries à reprendre leurs achats. Sans cette remise en circulation de la trésorerie, la prochaine campagne pourrait démarrer avec les mêmes stocks invendus et des acteurs encore plus fragilisés.



DOSSIER

EL NIÑO
REVIENT



L'AGRICULTURE
AFRICAINNE EST-
ELLE PRÊTE ?

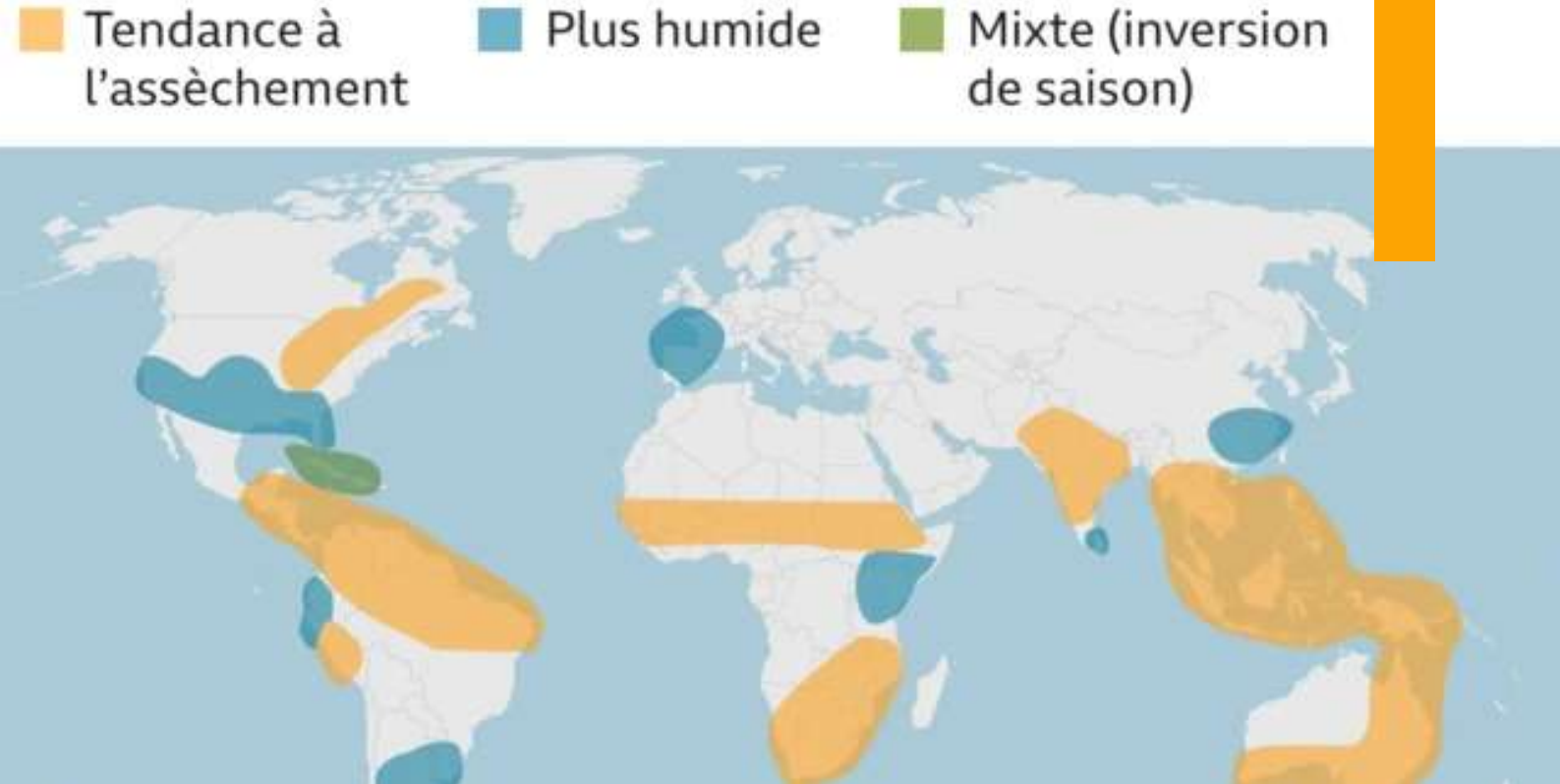


EL NIÑO REVIENT : L'AGRICULTURE AFRICAINES EST- ELLE PRÊTE ?

Le phénomène El Niño s'installe dans le Pacifique et devrait se renforcer au cours du second semestre 2026. Sécheresses, épisodes de chaleur, saisons perturbées, pluies excessives et inondations pourraient se combiner différemment selon les régions. Des plantations de cacao d'Afrique de l'Ouest aux élevages d'Afrique australe, l'agriculture du continent entre dans une période de forte incertitude.

Le doute qui entourait encore, en début d'année, le retour d'El Niño s'est dissipé sans bruit. Le 9 juillet 2026, le Climate Prediction Center de l'agence américaine d'observation océanique et atmosphérique a confirmé que le phénomène est bel et bien engagé, et qu'il devrait continuer de se renforcer jusqu'à la fin de l'année. La probabilité qu'il se prolonge jusqu'au début du printemps 2027 dans l'hémisphère Nord atteint désormais 97 %. Celle de voir se développer, entre octobre et décembre, un épisode de très forte intensité, s'élève à 81 %.

L'Organisation météorologique mondiale évoque de son côté un développement rapide, avec une hausse attendue d'environ deux degrés de la température des eaux dans une zone clé du Pacifique équatorial entre juillet et septembre. Les terres, elles aussi, devraient chauffer au-delà des normales saisonnières, notamment en Afrique du Nord, dans les régions équatoriales et en Afrique australe. On parle déjà de « super El Niño » dans les médias — une expression spectaculaire, mais absente de toute classification officielle. L'intensité annoncée mérite néanmoins une vigilance réelle, sans laisser croire que ses effets seront partout identiques.



Un phénomène lointain aux conséquences bien réelles

El Niño correspond à un réchauffement anormal des eaux du Pacifique équatorial, qui bouleverse la circulation atmosphérique et redistribue les pluies à l'échelle mondiale. L'éloignement géographique n'a jamais mis l'agriculture africaine à l'abri : certaines régions voient leurs pluies se raréfier, d'autres subissent des précipitations plus abondantes ou plus erratiques, tandis que la chaleur accélère l'évaporation des sols et épuise les pâturages.

Un cumul de pluie satisfaisant sur l'ensemble d'une saison ne garantit d'ailleurs rien : il suffit d'un retard, d'épisodes trop violents ou d'une séquence sèche mal placée pour qu'une culture souffre au moment précis où elle a le plus besoin d'eau. La sécheresse agricole ne se résume jamais à l'absence de pluie ; elle naît aussi d'une mauvaise répartition des précipitations et d'une perte rapide de l'humidité du sol.

L'Afrique de l'Ouest, entre pluies excédentaires et poches de sécheresse

En Afrique de l'Ouest, le scénario échappe à toute formule simple. L'Organisation météorologique mondiale annonce une probabilité accrue de précipitations supérieures aux normales au nord du golfe de Guinée, alors même que la FAO identifie une bande exposée au risque de sécheresse agricole allant du Sénégal jusqu'au Nigeria, en passant par la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin. Ce paradoxe rappelle qu'une saison globalement humide peut rester défavorable à certaines cultures si les températures grimpent ou si les pluies tardent à s'installer.

Pour les céréaliers, tout se jouera sur les dates de semis, la longueur des séquences sèches et la disponibilité de l'eau aux phases critiques. Les cultures pérennes ne sont pas épargnées : en Côte d'Ivoire, les craintes entourant le cacao ont déjà conduit le Conseil du Café-Cacao à ralentir certaines ventes à terme pour la campagne 2026-2027.



Le risque ne fait pourtant pas l'unanimité — plusieurs exportateurs pointent plutôt le vieillissement des vergers et l'accès limité aux engrais, tandis que Barry Callebaut juge le marché mieux préparé qu'en 2023-2024. El Niño ne crée pas les vulnérabilités : il les révèle et les amplifie, selon la résilience déjà construite par chaque exploitation.

La Corne de l'Afrique sous tension

Les signaux sont plus préoccupants pour la saison de juin à septembre. Le Centre de prévision de l'IGAD anticipe des précipitations inférieures aux normales sur une grande partie de l'Éthiopie, du Soudan du Sud, de l'Ouganda, de Djibouti, de l'Érythrée, du Soudan et de l'ouest du Kenya, avec des probabilités de déficit dépassant 60 %, voire 80 % dans le nord-est éthiopien.

Un retard des pluies réduit la fenêtre de production pour les agriculteurs, tandis que les éleveurs font face à des pâturages dégradés, des déplacements plus longs et des ventes précoces de bétail bradé. Ces difficultés s'ajoutent à une région déjà marquée par les conflits et l'insécurité alimentaire, où un choc même modéré peut avoir des conséquences démesurées.

L'Afrique australe redoute un nouvel épisode

La région garde un souvenir vif de 2023-2024 : selon la FAO, cet épisode a provoqué la pire sécheresse enregistrée depuis plus d'un siècle, laissant 61 millions de personnes dans le besoin. Pour ce nouvel épisode, la probabilité de sécheresse agricole dépasse 50 % en Namibie et au Botswana, avec un risque étendu à l'Angola, la Zambie, le Zimbabwe, l'Afrique du Sud et certaines zones du Mozambique et de Madagascar.

Dans les exploitations familiales, le bétail est à la fois un outil de production et un patrimoine : perdre ses pâturages peut contraindre à vendre ses bêtes à bas prix, dilapidant une richesse accumulée sur plusieurs années. Les grandes productions commerciales ne sont pas épargnées non plus, une baisse des rendements du maïs pouvant renchérir les importations régionales, tandis que les perturbations de l'hydroélectricité alourdissent les coûts de transformation et d'irrigation.



Des effets qui dépassent les exploitations

Une récolte plus faible réduit les revenus des producteurs et ralentit toute l'activité rurale, laissant moins de moyens pour acheter des intrants ou rembourser les crédits. Les marchés alimentaires subissent une double pression : la production locale recule au moment où plusieurs pays cherchent à importer davantage, et si les grands exportateurs mondiaux sont eux aussi touchés, les prix internationaux s'envolent. El Niño peut ainsi provoquer ici une crise de disponibilité, là une crise d'accessibilité, alourdissant la facture des gouvernements en dépenses d'urgence tout en réduisant leurs recettes d'exportation agricole.

De meilleures prévisions, encore mal exploitées

Ce qui distingue ce nouvel épisode des crises passées, c'est la disponibilité croissante de l'information.

Les centres climatiques savent désormais identifier, plusieurs mois à l'avance, les zones les plus exposées – la FAO affirme même pouvoir affiner ses cartes de risque jusqu'à une résolution d'un kilomètre carré. Mais le défi n'est plus de produire l'information : il est de la transmettre et de la traduire en décisions. Dire à un producteur que les pluies seront insuffisantes ne suffit pas ; il faut lui préciser quand semer, quelles variétés privilégier, comment protéger son sol. Cela suppose un travail étroit entre services météorologiques, ministères de l'Agriculture, coopératives et radios rurales.

Passer de l'alerte à l'action

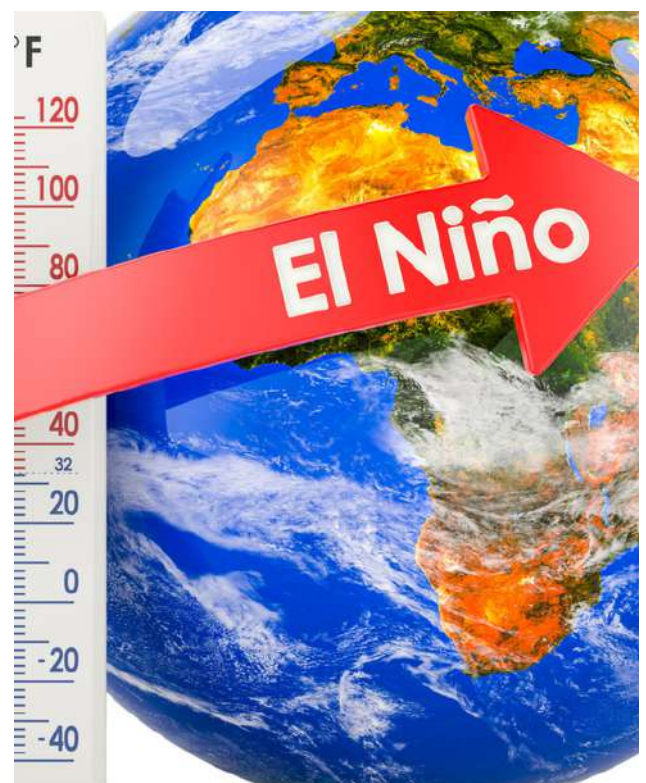
La FAO et le Programme alimentaire mondial ont lancé en juin leur premier appel conjoint d'action anticipatoire face à El Niño, recherchant 202 millions de dollars pour protéger 8,8 millions de personnes dans 22 pays prioritaires, dont douze africains. Les interventions envisagées vont des transferts monétaires aux semences résistantes, en passant par la protection des animaux et le stockage de l'eau — chaque dollar investi en amont pouvant éviter jusqu'à sept dollars de pertes ultérieures. Encore faut-il que les financements arrivent avant la crise : les mécanismes actuels restent trop souvent construits autour de la réparation plutôt que de la prévention. El Niño doit être traité comme un risque agricole prévisible, et non comme une surprise météorologique.

Préparer les filières, pas seulement les producteurs

La résilience ne peut pas reposer sur les seules exploitations. Les entreprises de transformation doivent diversifier leurs zones de collecte, les institutions financières anticiper les difficultés de remboursement, et les assureurs développer des produits indiciaires adaptés aux petits exploitants. Les organisations professionnelles ont, elles, un rôle clé dans la diffusion des prévisions et la constitution de réserves de fourrage. Enfin, une meilleure coordination entre pays éviterait que des interdictions d'exportation précipitées n'aggravent la volatilité régionale.

Une épreuve de gouvernance agricole

El Niño ne provoquera pas partout des pertes de récolte, et la situation continuera d'évoluer dans les mois à venir. Mais la menace est déjà suffisamment sérieuse pour justifier une mobilisation immédiate : les données disponibles permettent d'identifier les zones sensibles et les producteurs les plus exposés. La véritable question n'est plus de savoir si El Niño frappera chaque pays de la même façon, mais si les systèmes agricoles africains sauront transformer une alerte climatique en décisions rapides, financées et adaptées aux réalités locales. El Niño sera ainsi moins un test de la capacité de l'Afrique à prévoir le climat qu'un test de sa capacité à organiser, financer et protéger son agriculture avant que la crise n'éclate.





Chiffres clés

- 97 % — probabilité qu'El Niño se poursuive jusqu'au début du printemps 2027, selon la NOAA.
- 81 % — probabilité d'un épisode de très forte intensité entre octobre et décembre 2026.
- 61 millions — personnes ayant eu besoin d'assistance en Afrique australe après le précédent épisode.
- 202 millions de dollars — montant recherché par la FAO et le PAM pour 22 pays prioritaires.
- 8,8 millions — personnes que les deux organisations souhaitent protéger.



AGROMAKERS RADAR

ÉVÉNEMENTS



Africa FARMTECH Expo

Nairobi - Du 15 au 17 juillet 2026

Le Sarit Expo Centre de Nairobi accueillera fabricants d'équipements, entreprises agricoles, transformateurs et investisseurs autour de la mécanisation, de l'irrigation, des intrants, du stockage et de la transformation agroalimentaire.

Plus d'informations

<https://www.africafarmtechexpo.com/>

Financer les femmes au cœur des systèmes alimentaires aquatiques africains

En ligne - 27 juillet 2026

Ce webinaire de la FAO abordera l'accès des femmes au crédit, aux garanties et au financement des équipements dans la pêche, l'aquaculture, la transformation et la commercialisation des produits aquatiques.

Plus d'informations

<https://www.fao.org/woman-farmer-2026/events-and-outreach-activities/detail/financing-women-at-the-heart-of-africa%27s-aquatic-food-systems/en>



OPPORTUNITÉS À SAISIR



ACRE-Green — Des financements pour les cultures résilientes et les emplois verts

AGRA recherche des entreprises, organisations de producteurs, centres de recherche et ONG capables de développer des projets sur les cultures résilientes, la transformation locale et la création d'emplois verts.

Date limite le 23 juillet 2026.

Plus d'informations

<https://agra.org/opportunities/concept-notes/>



IFAD grant to implement the initiative "Leveraging IFAD's Rural Sector Performance Assessment for Policy and Investment"

Le FIDA financera une organisation ou un consortium chargé de renforcer l'utilisation des évaluations du secteur rural dans les politiques et investissements agricoles. Le financement peut atteindre 1,2 million de dollars.

Date limite : 4 septembre 2026

Plus d'informations

<https://www.ifad.org/en/w/calls-for-proposal/call-for-proposals-ifad-grant-to-implement-the-initiative-leveraging-ifad-s-rural-sector-performance-assessment-for-policy-and-investment->

Suivez-nous sur

AGROMAKERS

Actualités, décryptages, podcast, événements et réseautage



Contacts



+225 07 14 13 25 74



infos@mianmedia.com



102 Rue Dr Achi Aimé Adopo
Cocody Riviera Faya, Abidjan